

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°73-2022-014

PUBLIÉ LE 14 JANVIER 2022

Sommaire

73_PREF_Préfecture de la Savoie / S CPP Service de Coordination des Politiques Publiques

73-2022-01-14-00001 - Arrêté préfectoral S CPP-PCIT n° 01-2022 portant délégation de signature à M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'agence régionale de santé (ARS) d'Auvergne-Rhône-Alpes (5 pages)

Page 3

73-2022-01-13-00001 - Arrêté composition CODERST 2022 RAA (4 pages)

Page 9

73_PREF_Préfecture de la Savoie

73-2022-01-14-00001

Arrêté préfectoral SCPP-PCIT n° 01-2022 portant
délégation de signature à M. Jean-Yves GRALL,
directeur général de l'agence régionale de santé
(ARS) d'Auvergne-Rhône-Alpes



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de coordination des politiques publiques
Pôle coordination et ingénierie territoriale**

**Arrêté préfectoral SCPP-PCIT n° 01-2022 portant délégation de signature
à M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'agence régionale de santé (ARS)
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Le préfet de la Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la santé publique et notamment l'article L. 1435-1 ;

Vu le code de la défense ;

Vu la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 modifiée portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;

Vu le décret du 6 octobre 2016 portant nomination de M. Jean-Yves GRALL en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Pascal BOLOT en qualité de préfet de la Savoie ; ensemble le procès-verbal du 24 août 2020 portant installation de M. Pascal BOLOT à la préfecture de la Savoie ;

Vu la décision du directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes 28 août 2019 portant nomination de M. Loïc MOLLET, directeur de la délégation départementale de la Savoie ;

Vu le protocole départemental du 2 juillet 2013 relatif aux modalités de coopération entre le préfet de la Savoie et le directeur général de l'agence régionale de santé de Rhône-Alpes ;

Préfecture de la Savoie – Château des Ducs de Savoie – BP 1801
73018 CHAMBÉRY Cedex
Tél : 04 79 75 50 00/ Télécopie : 04 79 75 08 27
Mél : prefecture@savoie.gouv.fr
Site internet : www.savoie.gouv.fr

Vu l'arrêté préfectoral SCPP n° 45-2021 du 16 septembre 2021 portant délégation de signature à M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.1435-1, avant dernier alinéa du code de la santé publique, « Pour les matières relevant de ses attributions au titre du présent code, le représentant de l'État dans le département peut déléguer sa signature au directeur général de l'agence régionale de santé et, en cas d'absence ou d'empêchement, à des agents placés sous son autorité. » ;

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à **M. Jean-Yves GRALL**, directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les décisions et documents relevant des domaines d'activité suivants :

Hospitalisations sans consentement

- transmission à la personne faisant l'objet des mesures, conformément à l'article L. 3211-3 du code de la santé publique, des arrêtés préfectoraux la concernant, listés à l'annexe 2 du protocole départemental relatif aux modalités de coopération entre le préfet et le directeur général de l'agence régionale de santé ;
- information des autorités et des personnes listées du 1° au 5° de l'article L. 3213-9 du code de la santé publique, dans les 24 heures, de toutes admissions en soins psychiatriques prises sur la base des articles L. 3213-1 et L. 3214-1 du code de la santé publique ou sur décision de justice, ainsi que toute décision de maintien, et toute levée de cette mesure et décision de soins ambulatoires ;
- courrier permettant la saisine d'un expert dans le cadre et conditions prévues à l'article L. 3213-5-1 du code de la santé publique ;
- courrier permettant la saisine du juge des libertés et de la détention dans le cadre de l'article L. 3211-12-1 du code de la santé publique ;
- courrier permettant la désignation de deux experts lors de demandes de levée de mesure de soins psychiatriques à la demande d'un représentant de l'État prises en référence aux articles L. 3213-7 et L. 3213-8 du code de la santé publique (patient déclarés irresponsables pénaux) ;
- information de la commission départementale des soins psychiatriques de toutes les hospitalisations sans consentement, leur renouvellement et leur levée conformément à l'article L. 3223-1 du code de la santé publique.

Santé environnementale

- contrôle administratif et technique des règles d'hygiène au sens des articles L. 1311-1 et L. 1311-2 du code de la santé publique, en vue de préserver la santé de l'homme notamment en matière :
 - de prévention des maladies transmissibles ;
 - de salubrité des habitations, des agglomérations et de tous les milieux de vie de l'homme ;
 - d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine ;
 - d'exercice d'activités non soumises à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement à l'exception de l'instruction des demandes de dérogation aux règles de distance des bâtiments d'élevage soumis au règlement sanitaire départemental (article 164) dont l'ARS est seulement saisie pour donner un avis technique ;

- d'évacuation, de traitement, d'élimination et l'utilisation des eaux usées et des déchets ;
- de prévention des nuisances sonores ;
- de lutte contre la pollution atmosphérique ;
- de la sécurité sanitaire des eaux conditionnées et thermales, eaux de baignade et de piscines ;
- des missions du contrôle sanitaire aux frontières (des points d'entrée du territoire) en application de l'article R. 3115-4 du code de la santé publique ;
- mesures de gestion en cas d'urgence sanitaire, notamment en cas de danger ponctuel imminent pour la santé publique, en application de l'article L. 1311-4 du code de la santé publique ;
- contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine, procédures d'autorisations, propositions de mesures correctives, interdictions, informations relatives aux EDCH, en application des articles L. 1321-1 et suivants, R. 1321-1 à R. 1321-61 et D. 1321-103 à D. 1321-105 du code de la santé publique ;
- contrôle sanitaire des eaux conditionnées, procédures d'autorisation, propositions de mesures correctives, interdictions, en application des articles L. 1321-7 et R. 1321-69 à R. 1321-95 du code de la santé publique ;
- contrôle sanitaire des eaux minérales naturelles, procédures d'autorisation, de protection des sources et des usages qui en sont faits, propositions de mesures correctives, interdictions en application des articles L. 1322-1 et suivants et R. 1322-1 à R. 1322-67 du code de la santé publique ;
- lutte contre les situations d'insalubrité des habitations et des agglomérations, conformément aux dispositions des articles L. 1331-22 à L. 1331-24 du code de la santé publique et des articles L. 511-1 à L. 511-22 du code de la construction et de l'habitation. Les procédures consécutives à une défaillance du propriétaire, du copropriétaire ou de l'exploitant demeurent de la compétence des services communaux ou préfectoraux ;
- lutte contre la présence de plomb, en application des articles L. 1331-22, L. 1334-1 et suivants du code de la santé publique (hors exécution d'office des travaux et substitution pour l'hébergement). Les procédures consécutives à une défaillance du propriétaire, copropriétaire ou exploitant demeurent de la compétence des services préfectoraux ;
- lutte contre la présence d'amiante, en application des articles L. 1334-12-1, L. 1334-15, R. 1334-29-8, R. 1334-29-9 du code de la santé publique ;
- contrôle sanitaire des piscines et baignades ouvertes au public, déclaration d'ouverture, propositions de mesures correctives, interdiction, mesures d'urgence, informations relatives aux résultats en application des articles L. 1332-1 et suivants, L. 1337-1 et D. 1332-1 à D. 1332-54 du code de la santé publique ;
- lutte contre les nuisances sonores liées aux lieux diffusant des sons amplifiés à des niveaux sonores élevés, en application des articles L. 171-8 (hors exécution d'office des mesures prescrites) et R. 571-25 à R. 571-28 du code de l'environnement et R. 1336-1 à R. 1336-3 du code de la santé publique ;
- suivi des filières de collecte et de traitement des déchets d'activité de soins à risques infectieux dans le cadre de l'arrêté d'autorisation des appareils de désinfection délivrés par le préfet, en application des articles R. 1335-6 et R. 1335-7 du code de la santé publique ;
- application des dispositions relatives aux pollutions atmosphériques prises dans l'intérêt de la santé publique, en application de l'article L. 1335-1 du code la santé publique ;
- application des dispositions relatives à la protection contre le risque d'exposition au radon en application de l'article L. 1333-10 du code de la santé publique ;
- lutte anti-vectorielle en application de l'article R. 3114-9 du code de la santé publique.

Autres domaines de santé publique

- désignation des trois médecins membres du comité médical chargés de donner un avis sur l'aptitude physique ou mentale des praticiens hospitaliers ainsi que les autres relatifs aux positions statutaires des praticiens hospitaliers après avis du comité médical spécifique en application de l'article R. 6152-36 du code de la santé publique ;
- délivrance d'autorisation d'exercice aux physiciens médicaux, en application des articles R. 4251-2 et suivants du code de la santé publique.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Jean-Yves GRALL**, directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes, délégation de signature est donnée :

- pour les décisions et documents relevant des domaines d'activité précisés dans l'ensemble de l'article 1^{er} du présent arrêté, à **Mme Muriel VIDALENC**, directrice générale adjointe ;
- pour les décisions et documents relevant des domaines d'activité précisés dans l'article 1^{er}-1 du présent arrêté, à **M. Loïc MOLLET**, directeur de la délégation départementale de la Savoie et en cas d'absence ou d'empêchement, à **Mme Florence LIMOSIN**, directrice adjointe de la délégation départementale de la Savoie.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Loïc MOLLET et de Mme Florence LIMOSIN, délégation de signature est donnée, dans leurs domaines de compétence, à :

- **Mme Cécile BADIN**
- **Mme Audrey BERNARDI**
- **Mme Marie BERTRAND**
- **Mme Florence CHEMIN**
- **Mme Marie-Caroline DAUBEUF**
- **Mme Maryse FABRE**
- **Mme Pauline GHIRARDELLO**
- **Mme Anne-Sophie JAMAIN**
- **Mme Caroline LE CALLENNEC**
- **Mme Nadège LEMOINE**
- **Mme Fiona MALAGUTTI**
- **M. Didier MATHIS**
- **M. Luc ROLLET**
- **M. Grégory ROULIN**
- **Mme Clémentine SOUFFLET**
- **Mme Chloé TARNAUD**
- **Mme Monika WOLSKA**

- pour les décisions et documents relevant des domaines d'activité précisés dans l'article 1^{er} - 2 du présent arrêté, à **Mme le docteur Anne-Marie DURAND**, directrice de la santé publique ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme le docteur Anne-Marie DURAND, délégation de signature est donnée à **M. Marc MAISONNY**, directeur délégué de la santé publique ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme le docteur Anne-Marie DURAND et de Mr Marc MAISONNY, délégation de signature est donnée à **M. Bruno FABRES**, responsable du pôle santé et environnement à la direction de la santé publique.

- pour les décisions et documents relevant des domaines d'activité précisés dans l'article 1^{er} - 3 du présent arrêté, à **M. Igor BUSSCHAERT**, directeur de l'offre de soins ;

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Igor BUSSCHAERT, délégation de signature est donnée à **Mme le Docteur Corinne RIEFFEL**, directrice déléguée de la direction de l'offre de soins.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement des délégataires prévus à l'article 2, délégation de signature est donnée pour les décisions et documents relevant des domaines d'activité précisés dans l'ensemble de l'article 1^{er} - 2 et de l'article 1^{er} - 3 du présent arrêté, à **M. Loïc MOLLET**, directeur de la délégation départementale de la Savoie et en cas d'absence ou d'empêchement à **Mme Florence LIMOSIN**, directrice adjointe de la délégation départementale de la Savoie.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Loïc MOLLET et de Mme Florence LIMOSIN, délégation de signature est donnée, dans leurs domaines de compétence, à :

- **Mme Katia ANDRIANARIJAONA**
- **Mme Albane BEAUPOIL**
- **Mme Anne-Laure BORIE**
- **Mme Florence CULOMA**

et aux médecins de veille sanitaire :

- **Docteur Baptiste ANDRIVOT (DD69)**
- **Docteur Julien BERRA (DD 69)**
- **Docteur Muriel DEHER (DD 73)**
- **Docteur Nathalie GRANGERET (DD 73)**
- **Docteur Michèle LEFEVRE (DD 42)**
- **Docteur Cécile MARIE (DSP)**
- **Docteur Nathalie RAGOZIN (DD 07/26)**
- **Docteur Anne-Sophie RONNAUX-BARON (DSP).**

Article 4 : L'arrêté préfectoral SCPP-PCIT n° 45-2021 du 16 septembre 2021 portant délégation de signature à M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'Agence régionale de santé d'Auvergne-Rhône-Alpes, est abrogé à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 5 : Un recours contre le présent arrêté peut être formé devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication. En application du décret n° 2018-251 du 6 avril 2018, les particuliers et les personnes morales de droit privé non représentés par un avocat peuvent communiquer avec un Tribunal administratif par la voie de l'application informatique « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Article 6 : La secrétaire générale de la préfecture de la Savoie et le directeur général de l'agence régionale de santé d'Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Savoie.

Chambéry, le 14 janvier 2022

Le préfet,

Signé : Pascal BOLOT

73_PREF_Préfecture de la Savoie

73-2022-01-13-00001

Arrêté composition CODERST 2022 RAA



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
des politiques publiques**

Chambéry, le 13 janvier 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES ET
TECHNOLOGIQUES (CODERST)

**ARRÊTÉ PORTANT RENOUVELLEMENT DU MANDAT DES MEMBRES DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE
L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**

Le Préfet de la Savoie,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier dans l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles R.1416-1 et suivants ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2006-665 du 7 juin 2006 modifié relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives et notamment l'article 19 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles R. 133-1 à R. 133-15 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2006 portant création du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Savoie ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2019 modifié 20 mars 2019, le 19 juin 2020 et le 3 août 2021 portant renouvellement du mandat des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Savoie ;

Vu la proposition du Conseil départemental de la Savoie du 15 novembre 2021 ;

Vu la proposition de la Fédération des maires de Savoie en date du 15 novembre 2021;

Vu les réponses et propositions des associations, des personnes compétentes et des personnes qualifiées ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de Savoie ;

ARRÊTE

ARTICLE 1: Sont désignés pour siéger au sein du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Savoie en tant que membres permanents :

Président : Le Préfet ou son représentant

1^{er} collège

1 - 6 représentants des services de l'État :

- . Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations :
2 représentants
- . Direction départementale des territoires :
2 représentants
- . Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement :
1 représentant
- . Direction des sécurités :
1 représentant

1 bis : Le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant

2^{ème} collège - 5 représentants des collectivités territoriales, dont :

- **deux conseillers départementaux désignés par le conseil départemental de la Savoie:**

-M. Alexandre GENNARO, conseiller départemental du canton de la Ravoire (suppléant : M. Olivier THEVENET, conseiller départemental du canton de Saint-Pierre-d'Albigny)

-Mme Annick CRESSENS, conseillère départementale du canton d'Ugine (suppléant : M. Franck LOMBARD, conseiller départemental du canton d'Ugine)

- **trois maires désignés par la Fédération des Maires de Savoie :**

-M. Raphael THEVENON, maire d'Esserts-Blay (suppléant : M. Christian RAUCAZ, maire de Verrens-Arvey)

-Mme Mathilde SONZOGNI, maire de La Chambre (suppléante : Mme Sophie VERNEY, maire de Montricher-Albanne)

-M. Daniel BURLET, adjoint au maire d'Hautecour (suppléant: M. Georges DANIS, maire délégué de Villarlurin)

3° collège: Neuf personnes réparties à parts égales entre des représentants d'associations agréées de consommateurs, de pêche et de protection de l'environnement, des membres de professions ayant leur activité dans les domaines de compétence du conseil et des experts dans ces mêmes domaines :

- **trois représentants d'associations agréées de consommateurs, de pêche et de protection de l'environnement :**

-**M. Claude LACOMBE**, représentant de la fédération de Savoie pour la pêche et la protection du milieu aquatique (suppléant : M. Gérard GUILLAUD, représentant de la fédération de Savoie pour la pêche et la protection du milieu aquatique)

-**M. Marc PEYRONNARD**, représentant de France Nature Environnement Savoie (FNE) (suppléant : M. Jean BUSSON, représentant de FNE Savoie)

-**M. Claude GOTTARDI**, représentant de l'association U.F.C-Que Choisir (suppléant : M. Michel VENIARD)

- **trois membres de professions ayant leur activité dans les domaines de compétence du conseil :**

-**M. Florent BELLEVILLE**, exploitant agricole (suppléant : Mme Isabelle PELLEGRINI, exploitante agricole)

-**Mme Isabelle GUILLAUD**, bouchère charcutière (suppléant : M. Eric LEGER, plombier chauffagiste)

-**Mme Estelle EZZEDDINE**, directrice générale de la société chambérienne de distribution de chaleur (SCDC) (suppléant : Mme Stéphanie GALIZZIA, directrice générale de la société INTHERSANIT)

- **trois experts dans les domaines de compétence du conseil :**

-**M. Pascal SERGI**, ingénieur conseil BTP à la CARSAT (suppléant : M. Christophe FERRE, ingénieur conseil à la CARSAT)

-**Lieutenant-colonel Laurent RIEU**, chef de groupement gestion des risques au service départemental d'incendie et de secours (SDIS) (suppléant : Lieutenant Romuald TISSERAND, SDIS)

-**M. Guillaume BRULFERT**, référent territorial pour l'association ATMO Auvergne-Rhône-Alpes (suppléant : M. Didier CHAPUIS, directeur territorial de l'association ATMO Auvergne-Rhône-Alpes)

4° collège : Personnalités qualifiées

-**M. Alain GUILLOUD**, ingénieur d'études sanitaires (ARS) en retraite

-**M. Pierre TALUY**, hydrogéologue agréé pour les départements de l'Ain, de l'Isère et de la Savoie

-**Mme Laurence TARDY**, responsable au sein de l'entreprise de métallurgie MITHIEUX

- **Dr Sylvie MOREL-EL HOR**, titulaire d'un CES de santé publique, retraitée (suppléant : Dr Laurence SERRAT-PERDOUX, médecin de santé publique, directrice du Service de Santé Etudiant à l'USMB)

ARTICLE 2 : L'arrêté préfectoral du 17 janvier 2019 modifié le 20 mars 2019, le 19 juin 2020 et le 3 août 2021, portant renouvellement du mandat des membres du conseil départemental et de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Savoie, est abrogé.

ARTICLE 3 : Madame la Secrétaire Général de la préfecture de la Savoie est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux membres du conseil et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet
Signé : Pascal BOLOT